

REPUBLIQUE – GABONAISE
Union – Travail – Justice



Sommet de l'Élysée
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

ALLOCUTION DE
SON EXCELLENCE MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT

REUNION A HUIS CLOS SUR LE THEME
« Partenariat Economique et Développement »

Paris, le 7 décembre 2013

Monsieur le Président de la République Française,

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique est aujourd'hui un continent qui affronte avec réalisme de nombreux défis. **Ces défis auxquels chacun des pays de notre continent s'est engagé à faire face, passent surtout par le développement de filières industrielles de transformation** dans nos pays respectifs afin de permettre le renforcement d'une croissance inclusive.

Mesdames et Messieurs,

Vous l'aurez compris, le moment est venu de mettre en place et de **donner vie à un nouveau cadre de partenariat nord-sud** qui repose sur une logique gagnant-gagnant.

Cette NOUVELLE DONNE en matière de coopération économique est dans l'intérêt de nos économies mais aussi dans celui de nos partenaires européens au premier rang desquels la France.

Nos pays disposent d'avantages compétitifs certains. Nos sous-sols sont riches en matières premières et en ressources minérales, nous avons une main d'œuvre jeune et abondante. Autant d'atouts pour faire de nos pays des terrains d'investissements favorables pour les entreprises françaises et européennes.

La période où les matières premières étaient extraites pour être finalement transformées à bas coût sous d'autres latitudes est désormais inappropriée, il apparaît donc de leur intérêt, de délocaliser leurs industries dans les pays africains afin de se rapprocher des sources d'approvisionnement, de bénéficier des revenus engendrés par des économies d'échelle et de profiter d'une main d'œuvre disponible.

Pour ce faire, au Gabon nous mettons en œuvre un plan de renforcement des capacités des ressources humaines pour garantir un transfert de technologie qui a conduit à la création des écoles spécialisées et des centres de formation ; notamment l'école du bois, l'institut du pétrole et l'école des mines et de la métallurgie.

Enfin, toutes choses utiles, qui contribuent à ce que **dès 2020, plus aucune matière première, qu'il s'agisse de bois ou de minerais, ne soit exportée sans avoir subi au moins une première transformation localement, comme je l'ai annoncé lors du TICAD V.**

En effet, nos jeunes aspirent à bénéficier de formations de qualité et de véritables transferts de compétences. **Il est de notre responsabilité en tant que dirigeants de répondre aux aspirations de notre jeunesse, il y va de la stabilité de chacun de nos pays.**

L'Afrique et l'Europe ont des intérêts mutuels et l'établissement d'un nouveau partenariat est une nécessité car c'est, ensemble, que nous trouverons des solutions totalement efficaces pour une maîtrise des flux migratoires.

La France, et plus largement **les pays européens, disposent d'un tissu abondant de petites et moyennes entreprises qui pourraient elles aussi partir à la conquête de nouveaux marchés sur le continent africain.**

Il en est de même pour les entreprises africaines, qui elles aussi devraient rechercher à être plus compétitives en Europe.

Car, il y a une évidence que personne ne peut contester : l'Afrique est la porte de l'Europe.

Je vous remercie.